

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/REG/M/9**

1er mai 1997

(97-1906)

---

**Comité des accords commerciaux régionaux**  
**Neuvième session**

## NOTE SUR LES REUNIONS DES 17 ET 18 MARS 1997

Président: S.E. M. John Weekes (Canada)

### **A. Adoption de l'ordre du jour**

1. La réunion a été convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/549. Le Président a dit que la délégation japonaise avait demandé qu'un document informel qu'elle avait présenté sur l'article V:1 de l'AGCS soit examiné au titre du point "Autres questions". L'ordre du jour ci-après a été adopté:

- A. Adoption de l'ordre du jour
- B. Examen d'accords commerciaux régionaux
  - I. Accord de libre-échange entre l'AELE et Israël
  - II. Accord de libre-échange entre l'AELE et la Hongrie
  - III. Accord de libre-échange entre l'AELE et la Pologne
  - IV. Accord de libre-échange entre l'AELE et la Bulgarie
  - V. Accord de libre-échange entre l'AELE et la Roumanie
  - VI. Accord de libre-échange entre l'AELE et la Slovénie
- C. Procédures destinées à faciliter et à améliorer le processus d'examen
- D. Etablissement des rapports sur le fonctionnement des accords
- E. Conséquences systémiques des accords et initiatives pour le système commercial multilatéral, et relations entre eux
- F. Autres questions

### **B. Examen d'accords commerciaux régionaux**

Les rapports sur ces examens sont distribués sous forme de documents distincts.

### **C. Procédures destinées à faciliter et à améliorer le processus d'examen**

2. Le Président a dit que le Secrétariat avait distribué pour examen deux documents révisés. L'un concernait le modèle de présentation type pour les services et l'autre un projet de lignes directrices sur les procédures destinées à améliorer et à faciliter le processus d'examen. Il a demandé au Comité de se pencher d'abord sur le projet de modèle de présentation type.

3. Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation n'avait pas encore eu l'occasion d'examiner en détail la nouvelle version du modèle de présentation type.

4. Le représentant des Etats-Unis a dit que sa délégation aurait elle aussi besoin d'un délai supplémentaire pour examiner le projet de modèle de présentation type.

5. Le représentant de l'Australie a dit qu'il espérait que les parties aux accords commerciaux régionaux feraient usage du modèle de présentation type pour présenter leurs renseignements. Le libellé de la section I, paragraphe 3, lui paraissait quelque peu déroutant. L'article V comportait des obligations relativement aux modes de fourniture et il semblait donc que l'intention de cet article était d'englober certains secteurs.

6. Le représentant du Mexique a dit que sa délégation aurait besoin d'un délai supplémentaire pour examiner le projet de modèle de présentation type.

7. Le représentant du Canada a dit que sa délégation aurait besoin d'un certain délai pour permettre à ses spécialistes des services de parcourir le projet. Il s'est référé à la section I, paragraphe 2, relatif aux règles d'origine, dans lequel on proposait que les renseignements fassent état des cas et des secteurs dans lesquels le traitement requis en vertu de l'article V:6 de l'AGCS n'était pas accordé. La délégation canadienne voudrait que l'on indique les raisons pour lesquelles ces renseignements étaient pertinents, puisqu'il faudrait vraisemblablement qu'ils soient fournis au tout début de l'application de l'accord. Selon toute probabilité, il n'y aurait aucun cas ou secteur de cette nature. Il vaudrait peut-être mieux que le paragraphe soit rédigé d'une manière plus générale, demandant quels critères étaient appliqués par un accord pour déterminer si les opérations commerciales couvertes étaient substantielles, comme l'exigeait l'article V:6.

8. Le représentant des Communautés européennes a expliqué qu'une partie du modèle de présentation type devait permettre de dire si un accord d'intégration économique offrait lui-même un cadre général permettant de déterminer s'il couvrait des opérations commerciales substantielles, ou si cette détermination résultait de diverses procédures administratives. Cela pouvait amener à se demander comment l'article V:6 de l'AGCS devrait être appliqué aux accords qui prévoyaient la prise de décisions au cas par cas ou qui recouraient à des procédures réglementaires nationales. Ainsi, l'objet de cette partie était de voir comment les principes généraux d'un accord seraient mis en pratique sur le plan de l'accès aux marchés pour les fournisseurs de services.

9. Le représentant de la Norvège a dit que le document semblait satisfaisant, mais que sa délégation devait l'étudier plus attentivement. A propos de la section I, paragraphe 4, il a demandé que l'on éclaircisse l'expression "données sur les produits nationaux".

10. Le représentant du Japon a dit que c'était sa délégation qui avait suggéré l'idée de ce paragraphe. Il s'agissait de savoir quelle portion de tel ou tel secteur des services était effectivement exclue ou réservée. Pour cela, il semblait que le Comité devait obtenir certaines données. Comme les données sur les services étaient parfois difficiles à obtenir, la délégation japonaise avait proposé que l'on utilise plutôt les données sur les services qui figuraient dans les chiffres du produit national brut (PNB), lesquelles pourraient donner une idée de l'ampleur des secteurs exclus ou réservés. Cette proposition figurait dans la note informelle distribuée pour examen sous la rubrique "Autres questions". Puisque les marchés des services devraient être ouverts aux autres parties à une zone de libre-échange, le marché national pouvait donner une idée de l'importance du marché de l'ensemble des parties. Les données du PNB pouvaient donc indiquer la taille du secteur des services visé par la libéralisation. Par exemple, les données du PNB sur la taille du secteur des télécommunications pouvaient indiquer le marché potentiel des services de télécommunication dans la région. Le Comité devait sans doute poursuivre ses travaux dans ce domaine.

11. Le Président a répondu aux demandes de délai supplémentaire faites par les intervenants pour permettre l'examen du texte par les autorités nationales et a proposé que le Comité revienne sur le projet à sa prochaine réunion, fin avril. Il pourrait alors prendre note du produit final.
12. Le représentant de la Suisse a suggéré que le projet suivant soit envoyé aux délégations bien avant la prochaine réunion.
13. Le Président a demandé aux délégations de soumettre par écrit au Secrétariat leurs autres observations. Il est ensuite passé au projet de procédures destinées à faciliter et à améliorer le processus d'examen.
14. Le représentant de Hong Kong a dit que l'approche en deux temps ne figurait pas dans la partie relative à la notification, bien qu'elle ait été largement appuyée; le fait d'inviter en termes généraux les parties à fournir des renseignements ne semblait pas être une solution de rechange satisfaisante. Il semblait souhaitable de dissocier la notification initiale de la communication de renseignements selon le modèle de présentation type ou une autre formule. Le statut juridique de la contre-notification était incertain et, comme il n'y avait aucune objection, il semblait préférable d'oublier cette idée. Les Membres pourraient toujours signaler au titre des "Autres questions" un accord commercial régional non notifié. La délégation de Hong Kong appuyait les modifications concernant le délai de communication des renseignements, car elles offraient une certitude tout en permettant une certaine souplesse puisque l'utilisation du modèle de présentation type n'était pas obligatoire. S'agissant de la Partie III, il serait peut-être bon de limiter le nombre de réunions consacrées à un examen donné.
15. Le représentant des Communautés européennes a rappelé le point soulevé dans les discussions antérieures au sujet de l'importance de la souplesse des procédures. En définitive, c'était les rapports qui compteraient, non les moyens de les produire. Les Lignes directrices du Président renfermaient des délais plutôt précis, en particulier aux paragraphes 7 et 12; la délégation des Communautés européennes trouvait difficile de s'y rallier, parce qu'ils pouvaient facilement être interprétés comme des obligations strictes et qu'ils ne faciliteraient probablement pas le travail du Comité. Le paragraphe 10 traitait de l'enchaînement de l'examen des aspects "marchandises" et "services" des accords commerciaux régionaux, mais les raisons indiquées n'étaient pas convaincantes. Cet enchaînement pouvait permettre des économies d'échelle en réunissant différents spécialistes, mais il ne semblait pas exister un réel besoin de combiner les deux aspects étant donné que, les exigences étant différentes, il n'y avait pas de risque de chevauchement. Il ne semblait pas évident que l'homogénéité serait favorisée. Les points se rapportant à l'établissement de rapports étaient spéculatifs et devraient sans doute être revus. Le Comité devait se rappeler que les rapports seraient transmis à l'organe compétent.
16. Le représentant du Brésil a dit que certaines des difficultés avaient été réglées, en particulier le problème consistant à distinguer les diverses étapes de l'examen. Il était clair maintenant que les "renseignements initiaux" s'entendaient des renseignements fournis soit dans le modèle de présentation type, soit dans un processus de questions et réponses. La décision d'employer le modèle de présentation type pourrait être laissée en suspens pour que les parties n'aient pas à décider immédiatement s'il convenait ou non de l'utiliser. Le délai de quatre mois semblait poser un problème; il ne serait peut-être pas possible d'obtenir beaucoup de renseignements en si peu de temps et une certaine souplesse était donc nécessaire.
17. Le représentant de l'Australie a parlé de la communication des renseignements initiaux, telle que l'exposait en détail la section II. Comme les renseignements provenant des parties aux accords commerciaux régionaux étaient souvent incomplets, le Président devrait peut-être souligner l'obligation morale des délégations à cet égard. Les Lignes directrices devraient être plus incitatives pour permettre un achèvement relativement rapide des examens et des conclusions. Naturellement, il fallait se laisser le temps nécessaire pour obtenir l'adhésion de tous au résultat final d'un examen, mais la question

des délais devait être prise au sérieux. L'établissement d'un délai général avec possibilité de modification serait utile. La délégation australienne déplorait elle aussi que l'idée d'une notification en deux temps ait été abandonnée. Le principe de la contre-notification ne suscitait guère d'enthousiasme mais, ne serait-ce que par souci d'efficacité, il semblait que le Comité devrait pouvoir se pencher sur les accords commerciaux régionaux qui n'avaient pas été notifiés. Peut-être le Secrétariat pourrait-il fournir une liste des accords commerciaux régionaux qui, à sa connaissance, n'avaient pas été notifiés.

18. Le Président a demandé au Comité de considérer les procédures comme un cadre susceptible d'évoluer, qui serait réévalué après environ un an. Afin d'obtenir les renseignements et d'accroître la certitude, le Comité devait se demander quel était le moment optimal pour la communication des renseignements. La présentation de rapports biennaux était une obligation permanente et le Comité ne devrait donc jamais considérer l'examen d'un accord commercial régional comme définitivement clos. Il pouvait revenir sur tel ou tel aspect au vu de la suite des événements.

19. Le représentant du Japon avait des doutes concernant la Partie II. Il partageait les vues des délégations de l'Australie et de Hong Kong, pour qui la notification en deux temps était une proposition valable que l'on devrait retenir. Il n'était pas fait mention de la contre-notification; comme la délégation japonaise l'avait dit au cours de la réunion informelle, le Comité pourrait éviter le mot, mais laisser néanmoins la possibilité aux délégations de soulever des questions au titre des "Autres questions" ou de demander que le point soit inscrit à l'ordre du jour. Toute délégation souhaitant poser des questions devrait pouvoir les inscrire. Certaines délégations ont dit que cela allait de soi et qu'il n'était pas nécessaire d'en faire mention sur la liste. Mais, vu le nombre d'accords commerciaux régionaux non notifiés, il fallait en faire mention. S'agissant du délai, une certaine souplesse était nécessaire, comme l'avait indiqué le représentant des CE. Une possibilité consisterait à adopter un principe faisant la part de la flexibilité. L'expérience montrait que les renseignements étaient en général communiqués tardivement. Il était pratiquement impossible de procéder alors à des examens valables. L'efficacité des examens requerrait de régler ce problème. La règle des trois semaines était bonne - l'important n'était pas de fixer une date précise, mais plutôt de faire en sorte que les renseignements soient présentés un certain temps avant les réunions.

20. Le Président a dit, par manière de plaisanterie, qu'il fallait peut-être indiquer aux autorités nationales des dates antérieures aux dates véritables. Il semblait que la date de la réunion devenait la date limite pour la communication des renseignements. Si le Comité devait reporter la réunion pour permettre la réception des renseignements, il pourrait ne jamais venir à bout de sa tâche. Le Comité devait encourager la discipline. Le Président a fait une autre observation concernant la notification en deux temps. Dans le document provisoire, le Secrétariat avait tenté de saisir au paragraphe 1 la notion de notification initiale, en raison de la distinction qui était faite entre les exigences juridiques et le désir de voir les parties communiquer des renseignements. Le représentant du Japon avait mentionné l'idée d'encourager les parties à communiquer. Le représentant du Brésil avait demandé si le choix entre le modèle de présentation type ou le processus des questions et réponses était une alternative. Le processus des questions et réponses avait toujours été considéré comme une option s'ajoutant au modèle de présentation type. Pour combiner flexibilité et certitude, il serait peut-être utile de prévoir que, immédiatement après la notification de l'accord ou après son renvoi au Comité, les parties pourraient se réunir avec le Président ou le Secrétariat afin d'examiner la manière de s'y prendre. Des lignes directrices applicables en toutes circonstances ne prendraient pas en considération les différences entre les accords, et cette idée offrirait donc la flexibilité requise pour procéder au cas par cas. Le Secrétariat avait tenté de régler la question dans le premier paragraphe des contre-notifications.

21. Le représentant des Etats-Unis a dit qu'il importait d'établir des délais de principe, tout en demeurant flexible. Le cadre que venait de proposer le Président semblait adéquat et le Comité semblait avancer dans la bonne direction. La délégation des Etats-Unis appuyait aussi l'approche en deux temps. Peut-être une formulation légèrement modifiée pourrait-elle faire mieux ressortir l'idée. Des lignes

directrices permettant aux Membres d'exprimer leurs inquiétudes concernant les accords non notifiés pourraient être utiles, car il s'agissait là d'une question importante. L'intervenant avait pris bonne note des observations du représentant du Japon à propos de la sensibilité au mot "contre-notification", mais il fallait que la formulation soit un peu plus ferme qu'elle ne l'était actuellement dans les Lignes directrices. Il s'agissait bien d'une procédure évolutive.

22. Le représentant du Canada a dit que sa délégation aurait souhaité une référence plus explicite, dans le premier paragraphe, à l'idée d'une notification en deux temps. S'agissant des délais, il importait que le document renferme certaines indications, non seulement pour le Comité et pour les délégations en général, mais également pour les parties visées par un examen. L'idée d'établir avec les parties un calendrier approximatif au début du processus d'examen irait dans le bon sens. La section II était quelque peu imprécise en ce qui concerne les questions et réponses, mais le Comité avait toujours dit que les délégations pouvaient soumettre des questions additionnelles. L'alinéa b) de la section III semblait évoquer cette idée, mais elle pourrait être exprimée plus fermement.

23. Le représentant de la Suisse avait à commenter 12 points. S'agissant du paragraphe 1 du projet, la première phrase semblait prévoir l'approche en deux temps. Peut-être pouvait-elle être précisée, mais l'idée était là. C'était quelque chose que la délégation suisse prenait au sérieux. La deuxième phrase portait sur la contre-notification; il appartenait aux délégations d'inscrire des points à la rubrique "Autres questions". Ce n'était pas au Secrétariat, mais aux délégations, de rédiger une note sur les accords non notifiés. S'agissant des renseignements initiaux sur les accords commerciaux régionaux, la délégation suisse appréciait les observations faites par les représentants du Brésil et du Canada; la question pourrait être réglée simplement avec la formule "et/ou". Plus loin dans le document, il était clair que les parties avaient la faculté d'employer le modèle de présentation type, et cela réglait dans une certaine mesure le problème du délai. A propos du paragraphe 7, la question du délai était importante, comme l'expérience l'avait montré. Les délais indiqués seraient des indications du Président pour l'organisation du travail et ne constitueraient pas une nouvelle exigence. Comme la délégation japonaise, la délégation suisse pourrait souscrire à un délai de principe. En ce qui concerne la distribution des documents et le lien avec l'examen, il serait sans doute utile de mentionner que la réunion pourrait être reportée si les renseignements n'avaient pas été fournis à l'avance. Cela visait tous les aspects de la circulation de l'information. L'idée, au paragraphe 9, d'une récapitulation de la situation par le Secrétariat semblait valable, et la mise à jour pourrait être distribuée périodiquement et signaler les nouveaux documents. Le paragraphe 10 disait que le but de l'enchaînement de l'examen des aspects "marchandises" et "services" était d'assurer l'homogénéité des résultats finals; ce n'était peut-être pas le meilleur argument, mais il était suffisant. S'agissant du paragraphe 12, il serait bon d'exiger que les comptes rendus analytiques soient produits trois semaines à l'avance, mais il ne s'agissait que de Lignes directrices. La dernière phrase du paragraphe 15 pouvait conduire à un malentendu; le Comité ne voulait pas négocier la partie descriptive, mais cette phrase pouvait laisser entendre qu'il adopterait le rapport. Le mandat exigeait que le rapport soit transmis à d'autres organes. S'agissant du paragraphe 16, l'évaluation d'un accord commercial régional par le Comité devrait être faite à la lumière des dispositions pertinentes, mais la phrase devrait également mentionner le mandat. Quant aux deux notes en bas de page, la délégation suisse les appuyait sans réserve. Il serait utile que les parties se réunissent au tout début avec le Président et le Secrétariat pour organiser le processus d'examen.

24. Le représentant de la Norvège a dit que l'idée de l'approche en deux temps semblait effectivement englobée dans le paragraphe 1, mais qu'elle pourrait être exprimée d'une manière plus explicite. S'agissant des contre-notifications, la formulation saisisait l'essence des discussions informelles, encore que ce qui avait été dit pût être exprimé plus directement. S'agissant du paragraphe 5, la délégation norvégienne voudrait qu'il s'agisse non d'une alternative, mais d'un encouragement à employer le modèle de présentation type, et le Comité devrait donc peut-être modifier l'ordre et renforcer la formulation. Considérant les paragraphes 6 et 7 ensemble, l'intervenant a dit qu'il aimait l'idée des Etats-Unis

consistant à établir un délai de principe assorti d'une certaine souplesse. L'idée du Président de réunir les parties avec le Secrétariat et lui-même pour qu'elles indiquent si elles emploieraient le modèle de présentation type semblait constructive. Les résultats pourraient être présentés à la réunion suivante, ce qui aurait pour effet d'exercer un tant soit peu de pression sur les parties et de permettre au Comité d'examiner les calendriers, qui, naturellement, demeureraient flexibles. La distribution de comptes rendus analytiques trois semaines avant les réunions serait utile. Quant aux paragraphes 15 et 16, la délégation norvégienne trouvait qu'il fallait équilibrer le rapport, la partie descriptive et la partie conclusions formant chacune un élément de l'ensemble. Elle n'avait pas d'objection à ce que le Comité prenne note de la partie descriptive. Les comptes rendus analytiques devraient être soumis aux parties pour rectification éventuelle avant d'être distribués comme documents officiels.

25. Le représentant de la Corée a dit que sa délégation souhaitait une formulation claire pour la notification en deux temps et la contre-notification. Le paragraphe 1 ne devrait pas constituer une rubrique distincte, mais devrait faire partie de la rubrique Notification, même si les deux n'étaient pas liés juridiquement. En ce qui concerne le paragraphe 7, la délégation coréenne appuyait elle aussi l'idée d'un délai de principe telle que l'avait exposée le représentant du Japon. Peut-être pourrait-on évoquer le programme général des réunions pour l'année, de façon que chaque examen puisse s'y intégrer. Comme la situation pouvait évoluer, le calendrier pourrait être actualisé au besoin. Le paragraphe 5 avait été examiné sous l'angle de la nature des deux options. La note en bas de page faisait état de la préférence pour l'utilisation du modèle de présentation type, mais cette préférence devrait peut-être figurer dans le texte même. La délégation coréenne approuvait le paragraphe 9, mais elle souhaitait également qu'il soit renforcé par une récapitulation des différentes étapes de l'examen. Quant au paragraphe 10, qui se rapporte à l'enchaînement de l'examen des volets "marchandises" et "services", l'intervenant trouvait déroutant le mot "homogène" et a proposé qu'il soit précisé. Il croyait comprendre qu'il n'était pas nécessaire que les conclusions soient similaires, mais que les deux examens devaient se terminer en même temps. On ne savait pas très bien si le paragraphe 13 parlait d'étapes de procédure. Peut-être le paragraphe 16 devrait-il faire référence à des consultations informelles sur les conclusions. Les Lignes directrices étaient évolutives, et l'expérience permettrait de les améliorer. Le Comité pourrait peut-être indiquer dans le préambule son intention de les revoir plus tard.

26. Le représentant de l'Uruguay a dit que le document suivait un processus qui devenait embrouillé: on répétait à l'envi qu'il n'était pas contraignant, mais il aurait tendance à le devenir dans la pratique. Le premier paragraphe du projet lui semblait satisfaisant, puisqu'il offrait la possibilité aux délégations de notifier très tôt un accord et de faire des observations sur les accords non encore notifiés, sans que cela devienne une condition préalable. L'idée d'encourager les parties à utiliser le modèle de présentation type semblait fortement appuyée. Le fait qu'il ne s'agissait pas d'une obligation devrait être indiqué clairement, car la dynamique semblait parfois impliquer l'existence d'une obligation. S'agissant des délais, l'idée la meilleure semblait être celle du Président: si des représentants des autorités nationales venaient rencontrer le Président et le Secrétariat, ils pourraient se faire une idée précise des obligations et des pressions auxquelles les délégués étaient soumis. Souvent les capitales étaient éloignées, et la charge de travail faisait passer au second plan les renseignements relatifs aux examens. Un programme de travail adapté à chaque accord rendrait plus facile le respect des délais. Les paragraphes 8 et 18 étaient redondants. Quant à la distinction établie à la fin entre le fait de prendre note de la partie descriptive et le fait d'adopter les conclusions, il semblait que, lorsque le rapport serait adopté, il le serait dans son entier. La suggestion que le Comité prenne note de la partie descriptive avait pour objet d'éviter les négociations du genre de celles qui avaient eu lieu dans le passé. S'il y avait une autre façon d'exprimer cette idée, le Comité devrait l'inclure.

27. Le Président a dit qu'un texte révisé serait distribué aux délégations avant la réunion suivante, et le Comité pourrait alors en prendre note.

**D. Etablissement des rapports sur le fonctionnement des accords**

28. Le Président a demandé aux délégués de faire des suggestions sur la manière de s'y prendre pour établir les rapports sur le fonctionnement des accords. Le Secrétariat avait distribué le document WT/REG/W/3 sur ce sujet. Il y avait des interactions entre l'examen des accords commerciaux régionaux et les rapports biennaux sur le fonctionnement des accords.

29. Le représentant de l'Australie a dit que sa délégation prenait très au sérieux l'exigence des rapports biennaux et qu'elle préparait à cet égard un autre document.

30. Le Président a proposé que le Comité revienne sur le sujet lorsque la délégation australienne présenterait son document.

**E. Conséquences systémiques des accords et initiatives pour le système commercial multilatéral, et relations entre eux**

31. Le Président a rappelé que, à la dernière session du Comité, le Secrétariat avait fourni une liste actualisée. Les propositions faites lors de cette réunion par les délégations de Hong Kong, de la Corée et de l'Australie étaient maintenant disponibles sous forme de documents informels. La délégation des CE avait également exprimé des vues utiles sur la manière dont le Comité pourrait s'y prendre. Le Président a demandé au Comité d'examiner d'abord comment il souhaitait procéder.

32. Le représentant des Etats-Unis a remercié les délégations de Hong Kong, de la Corée et de l'Australie d'avoir formulé des propositions utiles. Compte tenu de l'argument soulevé à propos du délai nécessaire pour que les capitales puissent se préparer aux réunions de l'OMC, peut-être serait-il plus utile que les délégués soumettent les propositions à leurs autorités nationales, puisqu'il faudrait de toute façon que le Comité examine plus tard leurs réactions. La délégation des Etats-Unis prenait ces questions au sérieux.

33. Le représentant du Canada souhaitait formuler des observations générales sur l'idée d'études comparatives ou horizontales. Les propositions des délégations de Hong Kong et de la Corée semblaient se concentrer sur la liste, tandis que celle de la délégation australienne adoptait une orientation plus large. La délégation canadienne accueillait favorablement les différents moyens d'aborder les conséquences systémiques, mais le Comité pourrait apporter une contribution particulière au moyen d'études horizontales. L'objet de ces études ne serait pas d'analyser la conformité des accords commerciaux régionaux à l'OMC, ni d'examiner si les accords de l'annexe 1A pouvaient servir l'intégration régionale; elles permettraient plutôt de mieux comprendre des questions telles que la promotion de disciplines au niveau du système commercial multilatéral, etc. La délégation canadienne avait essayé de considérer sous cet angle le document initial sur les obstacles techniques au commerce. Pour étoffer les idées, le Comité pourrait poursuivre la discussion engagée l'automne précédent. L'objectif ultime pourrait être de dégager des conclusions, étant donné que le mandat du Comité prévoyait qu'il devait faire une recommandation au Conseil général. Le Comité devrait saisir cette occasion. La délégation canadienne espérait que ce travail horizontal pourrait se poursuivre.

34. Le représentant du Japon a évoqué le mandat du Comité, qui était large. Les trois propositions des délégations de la Corée, de Hong Kong et de l'Australie aideraient le Comité à définir les questions appelant une étude plus approfondie. Il semblait y avoir des similitudes entre les documents de Hong Kong et de la Corée. Le Comité pourrait s'entendre sur ces idées maintenant, en particulier sur la demande visant l'annotation de la liste, qui aiderait les membres. Quant à la proposition australienne, elle renfermait des points très intéressants sur le mandat du Comité. La délégation japonaise voudrait revenir sur ce document plus tard.

35. Le représentant des Communautés européennes a distingué trois thèmes dans le débat en cours. Les documents de Hong Kong et de la Corée, ainsi que les observations de sa délégation lors de la précédente réunion, se rapportaient à l'organisation des questions en vue de leur examen. Il s'agirait de les structurer et de bien faire saisir leur importance. Une fusion générale des approches proposées donnerait peut-être de bons résultats. L'idée du Canada sur les études horizontales était intéressante, car ces études pourraient compléter les examens du Comité en offrant un moyen de faire ressortir les liens. Mais les études horizontales devraient être focalisées, leur objectif étant d'examiner l'interaction des droits et obligations influant sur la conformité des accords commerciaux régionaux, de manière à compléter la liste, qui se fondait sur l'expérience. Ce travail s'appuierait sur l'examen des droits et obligations. Dans l'avenir, peut-être les études pilotes devraient-elles être moins descriptives et se concentrer davantage sur l'examen des règles de l'OMC. La proposition de la délégation australienne soulevait des questions plus générales. L'intervenant s'est demandé si certaines administrations nationales bien étoffées ne pourraient pas fournir des indications pour l'examen des propositions de portée générale qui intéressaient non seulement l'ensemble de l'OMC, mais également l'ordre économique tout entier. Cela pourrait absorber des ressources considérables, alors que le Secrétariat avait déjà beaucoup de travail en perspective. La délégation australienne pouvait-elle préciser sa proposition? Il importait que le Comité cherche à faire moins et à le faire mieux et se garde d'emprunter un chemin intellectuellement stimulant mais qui l'empêcherait de s'acquitter de son mandat.

36. Le représentant de Hong Kong appréciait l'approche pragmatique des notes informelles. Il a reconnu que les documents des délégations de Hong Kong et de la Corée pouvaient sans doute être combinés, ainsi que les observations de la délégation des CE. Essentiellement, la proposition de Hong Kong demandait au Secrétariat d'annoter les questions, peut-être en les classant selon leur nature (par exemple questions de procédure ou questions d'interprétation) et leur importance, ou selon le genre d'accord commercial régional auquel elles étaient associées. Evoquant l'idée canadienne d'une approche horizontale, l'intervenant a noté que sa délégation s'intéressait elle aussi à un travail horizontal, mais qu'il serait peut-être plus utile et plus efficace que le Comité emploie ce qui avait déjà été fait. A propos de la contribution importante de l'Australie, la délégation de Hong Kong était d'avis que plusieurs points devraient être explorés, notamment la notion de régionalisme ouvert, le coût pour les exportateurs et les importateurs et les éventuelles règles sur la normalisation. Peut-être devrait-on engager des consultations informelles afin d'explorer les idées et de préciser la démarche du Comité.

37. Le représentant du Brésil a dit que les propositions faites par les délégations de la Corée et de Hong Kong étaient intéressantes. La délégation brésilienne aimerait beaucoup elle aussi examiner les documents pertinents du Cycle d'Uruguay. Cependant, elle avait de sérieuses objections à la proposition de l'Australie. Il semblait que, si le Comité entreprenait une telle analyse, il y aurait répétition de ce qui avait été fait avant la Conférence ministérielle de Singapour. Ce n'était pas le moment de se pencher sur les divergences de vues, mais par exemple la délégation brésilienne était opposée à l'idée exprimée au paragraphe 2, qui préconisait un réexamen approfondi de la relation globale entre les accords commerciaux régionaux et le système commercial multilatéral. La délégation brésilienne était plutôt disposée à poursuivre l'analyse telle qu'elle était en cours au Comité. Le paragraphe 4 impliquait d'examiner les raisons de la formation d'accords commerciaux régionaux; comme ces raisons variaient considérablement, l'approche était trop générale et le débat deviendrait trop vague. Le paragraphe 5 mentionnait les niveaux d'ambition, lesquels, comme on l'avait vu à Singapour, variaient considérablement. Il ne semblait pas possible que l'OMC puisse être aussi ambitieuse que l'étaient les parties à des accords commerciaux régionaux. Par exemple, une monnaie unique n'était pas réalisable pour l'instant à l'échelle mondiale, mais elle pouvait être envisagée au niveau régional. Il semblait réaliste d'envisager les accords commerciaux régionaux comme des étapes en vue d'une ouverture graduelle des marchés.

38. En termes de faisabilité, le représentant des Etats-Unis classait les documents dans l'ordre de priorité suivant: d'abord celui de Hong Kong, ensuite celui de la Corée et en troisième lieu celui de



l'Australie. Le document de Hong Kong s'appuyait sur la liste pour le traitement des questions systémiques qui surgissaient dans les examens effectués par le Comité. Il permettait au Comité de faire un travail plus approfondi sans être freiné. Cette proposition serait la moins exigeante pour le Secrétariat, car elle était réaliste. Les suggestions de la Corée seraient utiles pour le Comité, mais posaient deux problèmes: elles entraîneraient une énorme quantité de travail additionnel pour le Secrétariat et elles obligeraient le Comité à définir des priorités, ce qui ralentirait ses travaux. Les questions soulevées dans le document australien étaient si fondamentales qu'elles engageraient le Comité dans un débat interminable. Peut-être pourrait-on arriver aux mêmes fins en utilisant la proposition de Hong Kong.

39. Le représentant de l'Australie avait trois suggestions précises à faire. Les propositions de Hong Kong et de la Corée avaient toujours été approuvées par l'Australie. Comme l'avait dit la délégation des CE, elles pouvaient être combinées; le Secrétariat classerait les questions et ferait les annotations, puis indiquerait quelles questions pourraient faire l'objet de documents d'information. A propos de l'idée du Canada de faire davantage d'études horizontales, le Comité pourrait peut-être, à sa prochaine session, explorer plus avant la possibilité de faire des études sur les obstacles techniques au commerce et sur les mesures sanitaires et phytosanitaires. S'il y avait de nombreuses observations, cela montrerait qu'il s'agissait d'un domaine justifiant un travail complémentaire; si les observations étaient rares, cela montrerait que ces études ne seraient pas utiles. Le représentant canadien avait placé les études horizontales dans une juste perspective, puisque des leçons pouvaient être tirées de l'expérience acquise sur le plan régional en ce qui concerne la poursuite de la libéralisation du commerce multilatéral et l'établissement de nouvelles règles. S'agissant de la proposition de sa propre délégation, l'intervenant a dit que les questions énoncées n'étaient pas si ésotériques. Par exemple, la notion de régionalisme ouvert avait une portée générale et importante. Selon son mandat, le Comité devait entre autres "examiner les conséquences de tels accords et initiatives régionales pour le système commercial multilatéral et les relations entre eux". Le régionalisme ouvert, étant une orientation essentielle d'une des principales initiatives régionales, relevait bien du mandat du Comité. Nombre des points figurant dans la proposition australienne pouvaient être examinés d'une manière constructive. Certes, il y avait de grandes divergences de vues, mais peut-être le Comité devrait-il se pencher sur elles au lieu de les contourner. Diverses positions générales avaient été exprimées par les délégations durant les préparatifs de la Conférence ministérielle de Singapour, mais le Comité n'avait jamais eu un débat approfondi sur les raisons qui les motivaient. L'intervenant jugeait intéressante la suggestion de Hong Kong selon laquelle des consultations informelles devraient avoir lieu sur les propositions, et le Comité pourrait peut-être choisir des thèmes en vue d'un débat plus approfondi. L'examen de certains thèmes pourrait se révéler relativement aisé et productif.

40. Le représentant de la Corée a dit que la compatibilité des propositions de Hong Kong et de la Corée semblait largement admise. Il appuyait l'idée du délégué de l'Australie consistant à commencer par l'annotation puis à définir des thèmes pour les documents d'information. S'agissant de l'interrogation du Brésil sur l'accessibilité des documents du Cycle d'Uruguay, le Secrétariat avait indiqué à l'intervenant qu'au moins deux documents, rédigés en 1987 et 1988, demeuraient pertinents. S'agissant de la proposition australienne et des grandes questions de principe, la délégation coréenne attachait de l'importance au travail du Comité et serait favorable à un débat sur ces idées au sein du Comité. Le Comité devrait peut-être examiner dans un contexte informel la manière de donner suite à cette proposition.

41. Le représentant du Japon a dit que le Comité pourrait demander au Secrétariat de produire une liste annotée pour la réunion suivante. Le classement des questions pourrait être confié au Secrétariat, s'il était en mesure de s'en charger sans que cela ne soulève aucun problème; sinon, le Comité pourrait examiner cet aspect ultérieurement. L'intervenant a reconnu qu'il serait peut-être utile, plus tard, de combiner certains éléments des propositions de Hong Kong, de la Corée et des CE.

42. Le représentant de la Corée a dit que le Secrétariat pourrait commencer d'annoter la liste, même si les délégations n'étaient pas en mesure de répondre aux propositions.

43. Le représentant de la Suisse a dit que sa délégation ne s'opposait pas à ce que le Secrétariat se charge de ce travail, mais que le Comité devrait tenir compte du fait que la production des comptes rendus analytiques et autres documents demandés représentait déjà une charge considérable. Il appartenait aux Membres de cerner les questions de fond. Le Secrétariat avait rédigé la note sur les études horizontales, et elle n'avait pas été pleinement utilisée. Au lieu de multiplier les travaux demandés au Secrétariat, il vaudrait mieux se concentrer sur quelques éléments.

44. Le Président a suggéré que le Secrétariat entreprenne de produire une liste annotée, comme première étape du travail envisagé. Comme le Secrétariat aurait une bonne idée de la manière d'aborder cette tâche, il pourrait rédiger un document qui n'empiéterait pas sur les droits des Membres. Il pourrait aussi réfléchir à la meilleure façon de faire d'éventuelles études supplémentaires. Comme l'avait noté le délégué suisse, il incombait également aux Membres d'examiner la démarche à adopter. Les participants semblaient favorables à l'idée de revenir sur l'étude horizontale sur les obstacles techniques au commerce à la prochaine réunion du Comité. Le Président envisageait aussi d'accepter la suggestion que le Comité engage des consultations sur la manière d'aborder d'autres propositions, comme celles de la délégation australienne.

#### **F. Autres questions**

45. Le représentant du Japon a présenté sa note informelle sur l'interprétation de l'article V:1 de l'AGCS, qui avait été rédigée en rapport avec le débat de la dernière session et en réponse à l'invitation du Président à soumettre des avis sur l'interprétation de cet article. La délégation japonaise espérait qu'elle alimenterait le débat en cours au Comité sur les questions systémiques. Le premier des deux grands points concernait l'interprétation de l'expression "nombre substantiel de secteurs", à l'article V:1 a) de l'AGCS. D'après la note de bas de page, il semblait que les trois éléments - le nombre de secteurs, le volume des échanges affectés et les modes de fourniture - devraient être pris en considération pour déterminer ce qui constitue un nombre substantiel de secteurs. Dans la deuxième phrase de la note en bas de page, il était clair qu'un accord commercial régional qui excluait complètement l'un quelconque des quatre modes de fourniture ne pouvait être compatible avec l'AGCS, et qu'un accord qui excluait des secteurs importants ne le serait peut-être pas non plus. Par conséquent, il fallait des critères objectifs pour évaluer l'importance des secteurs exclus. Les statistiques n'étaient pas toujours utilisables à cet effet et il semblait donc que le Comité devrait explorer d'autres méthodes. Par exemple, il pourrait utiliser des données sur la taille du marché national des services et des marchés sous-sectoriels pour évaluer l'importance relative des secteurs exclus. Comme les données sur les marchés nationaux pouvaient fournir une indication du volume potentiel des échanges entre les parties, la délégation japonaise souhaitait clarifier la dernière phrase du premier paragraphe de la page 4, en la reformulant ainsi: "Ces données nationales offriraient une bonne solution de remplacement parce que les marchés nationaux devraient en principe être ouverts aux autres parties à un accord commercial régional".

46. Le représentant du Japon a dit que le deuxième grand point de la note informelle visait l'interprétation de la formule "et/ou" qui relie les dispositions d'élimination des restrictions et de statu quo figurant à l'article V:1 b) de l'AGCS. La délégation japonaise tentait de préciser ces deux prescriptions en examinant trois cas de figure. L'interprétation devrait prendre pleinement en considération l'objectif décrit par l'alinéa 1 b), à savoir l'absence ou l'élimination pour l'essentiel de toute discrimination. Elle ne devrait pas être trop étroitement focalisée sur les mots "et/ou". La délégation japonaise voudrait que le Comité continue d'examiner l'interprétation de l'article V:1 de l'AGCS et élargisse son travail d'interprétation aux autres dispositions de l'article V, en particulier celles des paragraphes 4, 6 et 7.

47. Le représentant des Etats-Unis a demandé pourquoi les examens de l'accord de libre-échange d'Europe centrale et des accords de libre-échange bilatéraux connexes avaient été retardés. Sa délégation espérait que ces examens pourraient avoir lieu aussitôt que possible et saurait gré aux parties d'utiliser le modèle de présentation type.

48. Le Comité a pris note de toutes les observations.